

CPECF - AUDIT

Giraud & Associés - RCM Fiduciaire

S.A.S. au capital de 40 000 € - 384 073 342 RCS Marseille - APE 741 C

N° Identification intracommunautaire : FR 09 384 073 342

Société de Commissaires aux Comptes inscrite près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES
DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC 05
05000 GAP**

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006**

SIÈGE SOCIAL :

23, rue Pavillon - 13001 Marseille
Tél. 04 91 13 99 00 - Fax 04 91 13 99 09



www.cpecf.com

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES
DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC 05
05000 GAP**

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association PEP 05, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous formulons une réserve quant au défaut d'application des nouveaux textes sur les actifs applicables aux associations à compter du 1er janvier 2005. Votre association a différé l'application de cette réforme en 2007 compte tenu de vos projets d'investissements importants à intervenir au cours de l'exercice prochain.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi sur la sécurité financière du 1^{er} août 2003, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Suite à l'adoption du règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif au plan comptable général modifié notamment par le règlement n° 2000-06 du 7 décembre 2000 relatif aux passifs, n° 2002-10 du 12 avril 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs (modifié par le règlement n° 2003-07 du 12 décembre 2003) et n° 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs ; la mise en œuvre de ces nouvelles règles était applicable à votre association à compter du 1^{er} janvier 2005.

Le défaut d'application de ces nouvelles règles a donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.


III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Marseille le 23 avril 2007

Corine MAILLARD
Commissaire aux Comptes



BILAN ACTIF	BRUT	AMORTISS. PROVISIONS	NET au 31/12/2006	NET au 31/12/2005
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles</u>	36 739	36 739	0	823
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains	187 427	4 902	182 525	123 173
Constructions	1 855 315	1 230 244	625 071	659 310
Installations techniques	1 036 271	886 071	150 200	174 625
Autres immobilisations corporelles	712 148	520 282	191 866	215 880
Immobilisations corporelles en cours	27 397		27 397	0
Provision dépréciation immobilisations		53 246	-53 246	-69 454
<u>Immobilisations financières</u>				
Autres titres immobilisés	2 796		2 796	2 732
Autres immobilisations financières	6 856		6 856	6 856
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	3 864 949	2 731 484	1 133 465	1 113 945
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks</u>				
Matières premières, approv.	24 284		24 284	14 568
Avances et acomptes/ commandes	5 684		5 684	6 955
<u>Créances de fonctionnement</u>				
Débiteurs et comptes rattachés	561 770	50 102	511 668	494 647
Autres créances	114 265		114 265	54 000
<u>Valeurs mobilières de placement</u>	839 106		839 106	135 078
<u>Disponibilités</u>	2 758 203		2 758 203	3 243 881
<u>Charges constatées d'avance</u>	5 348		5 348	8 879
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 308 659	50 102	4 258 557	3 958 008
Charges à répartir sur plusieurs exercices	132 451		132 451	163 557
TOTAL DE L'ACTIF	8 306 060	2 781 587	5 524 473	5 235 510

BILAN CONSOLIDE 2006

BILAN PASSIF	NET au 31/12/2006	NET au 31/12/2005
FONDS PROPRES		
<u>Fonds dotation sans droit de reprise</u>	2 396 412	2 396 412
<u>Fonds dotation avec droit de reprise</u>		
<u>Réserves</u> Excédents affectés à l'investissement	715 882	527 707
Réserves de trésorerie	229 252	229 252
Réserve de compensation	30 033	3 033
<u>Résultats cumulés à reporter</u>	94 022	2 923
Résultat de l'exercice consolidé	353 643	284 540
<u>Subventions d'investissement renouvelables</u>	214 817	199 117
<u>Comptes liaison long terme</u>		
<u>Provisions réglementées</u>		
TOTAL I	4 034 061	3 642 983
PROVISIONS pour RISQUES et CHARGES		
Provisions pour risques	341 496	324 406
Provisions pour charges	115 273	115 125
TOTAL II	456 769	439 531
FONDS DEDIES		
Sur subventions ou crédits de fonctionnement	170 267	202 843
Sur autres ressources		
TOTAL III	170 267	202 843
DETTES		
Emprunts et dettes auprès éts crédit	294 792	303 115
Avances sur créances	14 302	8 933
<u>Dettes de fonctionnement</u>		
Dettes fournisseurs	126 752	139 357
Dettes fiscales et sociales	420 913	426 990
<u>Dettes diverses</u>		
Dettes s/ immobilisation et cptes rattachés		
Autres dettes	6 618	34 977
Produits constatés d'avance		36 781
TOTAL IV	863 377	950 153
TOTAL DU PASSIF	5 524 473	5 235 510

**COMPTE DE RESULTAT
CONSOLIDE 2006**
CHARGES

	Siège social & services	Siège administratif	Ets socio-éducatifs			Etablissements médico-sociaux					Ecritures éliminées	TOTAL
			CPM	AGDE	IME	SESSAD	ITEP	CMPP	CAMSP			
Achats	9 676	4 354	2 335	78 670	135 977	8 489	39 928	13 526	9 653			302 607
Services extérieurs	253 689	10 572	1 917	42 730	78 063	11 769	38 796	70 896	83 393		216 034	375 791
Autres services extérieurs	12 866	37 323		23 003	18 440	14 570	12 053	16 650	44 227			179 132
Impôts et taxes	172	7 305	1 556	11 794	81 256	21 432	47 405	55 329	37 859			264 108
Charges de personnel	3 303	196 276		199 029	1 084 851	247 905	571 242	603 874	434 837			3 341 317
Autres charges gestion courante	22 763	8 626		26 649	149 029	11 787	22 238	24 271	20 127		171 695	113 796
Charges financières							9 533					9 533
Charges exceptionnelles	1			472	732	144	291	347	313			2 299
Dotations aux amort./ chg ex.		7 898	18 434	38 387	129 251	5 138	26 526	8 081	7 931			241 646
Dotations aux provisions	603	1 512			70 871		7 079	6 337	990			87 392
Engagemens /subvention expl.								8 000	150			8 150
TOTAL DES CHARGES	303 072	273 865	24 241	420 734	1 748 470	321 233	775 093	807 311	639 480		387 729	4 925 770
Résultat comptable excédent	53 892	28 574	795	54 666	138 163	13 006	32 870	17 868	13 810			
TOTAL GENERAL	356 964	302 438	25 036	475 399	1 886 633	334 239	807 963	825 179	653 290			

PRODUITS

Produits de fonctionnement	241 315	3 735		413 333	1 737 606	330 164	797 449	788 492	617 524		166 380	4 763 237
Production immobilisée				2 389					150			2 389
Subvention de fonctionnement	17 180	71 957		40 431	8 964				387			138 682
Autres produits gestion courante	4 062	200 230		5 693	102 171		7 458	1 466			198 268	123 198
Produits financiers	93 736	23 081									23 081	93 736
Produits exceptionnels	671	3 436	8 828	13 553	16 426	4 075	3 056	166	219			43 080
Reprise sur amort. et provisions			16 208		21 466			28 260	1 080			73 284
Transferts de charges								6 796	33 930			1 080
Report / subv. attribuées												40 726
TOTAL DES PRODUITS	356 964	302 438	25 036	475 399	1 886 633	334 239	807 963	825 179	653 290		387 729	5 279 413
Résultat comptable déficit												
TOTAL GENERAL	356 964	302 438	25 036	475 399	1 886 633	334 239	807 963	825 179	653 290			
Résultat comptable 2006	53 892	28 574	795	54 666	138 163	13 006	32 870	17 868	13 810			353 643
Reprise autorisée des résultats antérieurs		0			32 140	5 497	4 486	5 076	0			47 200
RESULTAT DE L' EXERCICE	53 892	28 574	795	54 666	170 303	18 503	37 357	22 944	13 810			400 842

II- LE BILAN

Le bilan se décompose en deux parties :

- l'ACTIF qui décrit l'ensemble des moyens dont dispose l'association (actif immobilisé et actif circulant dont la trésorerie disponible) ;
- le PASSIF qui décrit l'ensemble des ressources qui ont permis le financement des moyens (ressources durables et dettes à court terme).

Le montant global du bilan consolidé de l'association s'établit à 5 524 473 euros Ce montant était de 5 235 510 € au 31 décembre 2005. Les moyens dont dispose l'association ont donc globalement augmenté de 288 963 euros, écart dû à l'affectation d'excédents en réserves d'investissement et aux résultats consolidés de l'exercice.

Rappelons que d'importants investissements sont attendus : Pôle Enfance à Gap et villa d'hébergement éducatif à Savines-le-lac.

III - L'ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

III.1 Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels concernant les associations.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

III-2 Engagements financiers et autres informations

Engagements donnés : néant

Engagements reçus : néant

Dettes garanties par des sûretés réelles : néant

Crédit-bail : néant

Effectif moyen de l'association : 114 salariés pour 87,23 ETP dont 2 détachés de l'EN et 9 Mis à Disposition par l'EN

Les subventions de fonctionnement ont diminué de 7020 euros par rapport à 2005 d'une manière linéaire, région département et communes ont moins versé.

Les subventions éducation nationale augmentent du fait de la présence de deux détachés ; cela aura un impact encore plus important en 2007.

Les subventions d'investissement sont en nette progression par rapport à 2005. Elles ont toutes concerné Le Cosse (39 326 euros).

Etat des subventions perçues en 2006	Siège	SAPAD	Rendre les SEP accessibles	CAMSP	Le Cosse Agde	IME Centre J. Cluzel
FONCTIONNEMENT						
<i>ETAT</i> 118 564						
Education nat. (postes détachés)	42 034					
Travail et emploi (contrats aidés CEJ)	11 637				11 605	
Travail et emploi (contrats aidés CEC)					5 986	
Travail et emploi (contrats aidés CAE)	15 626				22 713	8 964
<i>REGION</i> 2 660						
Contrat Emploi Jeune	2 660					
<i>DEPARTEMENTS</i> 12 127						
Hautes Alpes		3 500	8 500			
Hérault (contrat CEC)					127	
<i>COMMUNES</i> 1 530						
Gap		530	1 000			
<i>ORGANISMES</i> 3 800						
CAF 05			2 000	150		
Mutuelles		1 650				
Entreprises (taxe apprentissage)						
TOTAL 138 682	71 957	5 680	11 500	150	40 431	8 964
INVESTISSEMENT						
DEPARTEMENT					37 826	
CAF des Hautes-Alpes					1 500	
ENTREPRISES (taxe apprentis.)						1 890
TOTAL 41 216					39 326	1890

III-3 Notes sur le bilan Actif

Actif Immobilisé

Le tableau ci-dessous analyse poste par poste la colonne BRUT de l'actif immobilisé (les biens de l'association) et sa variation en 2006.

Immobilisations	A l'ouverture au 1 ^{er} janv. 2006	Augmentation	Diminution	Transfert	A la clôture au 31 déc. 2006
Immobilisations Incorporelles	36 739				36 739
Logiciels, licences informatiques...	35 098				35 098
Autres immobilisations incorporelles	1 641				1 641
Terrains	127 427	60 000	0	0	187 427
Terrains aménagés	121 243	60 000			181 243
Aménagements sur terrains	6 185				6 185
Constructions sur sol propre	916 000	26 527	59 976	0	882 551
Bâtiments	868 072	19 512	59 976		827 608
IGAAC	47 928	7 015			54 943
Constructions sur sol d'autrui	972 764	0	0	0	972 764
Bâtiments sur sol d'autrui	478 692				478 692
IGAAC sur sol d'autrui	494 073				494 073
Installations techniques & matériels	1 033 247	23 168	20 143	0	1 036 271
Instal. cuisine	159 667	0	770		158 896
Instal. buanderie	51 040	2 907	919		53 028
Instal. ateliers professionnels	58 074	2 476			60 550
Instal. sécurité et surveillance	31 072				31 072
Matériels thérapeutiques	33 057	4 543			37 599
Matériels usage éducatif	99 105	10 557	8 493		101 168
Matériels outillage d'entretien	235 938		476		235 462
Matériels d'hébergement	178 261	795	9 485		169 572
Autres Matériels	1 027				1 027
Installations gales financées par Taxe app.	186 007	1 890			187 897
Autres immobilisations corporelles	724 202	58 696	70 750	0	712 148
Matériel de transport	364 790	24 102	61 659		327 233
Matériel et mobilier de bureau	273 887	24 997	9 091		289 793
Mobilier	85 525	9 597			95 122
Immobilisations en cours	0	27 397	0	0	27 397
Immobilisations financières	9 588	65	0	0	9 652
Parts sociales	2 732	65			2 796
Dépôts et cautionnements versés	6 856				6 856
TOTAL	3 819 966	195 852	150 869	0	3 864 949

Par rapport à 2005 on note une augmentation de 44983 euros.

Le tableau suivant analyse la variation par poste des mouvements concernant les amortissements en 2006

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Constructions entre 20 et 50 ans soit de 2 à 5 %
- Agencement des constructions entre 5 et 10 ans soit de 10 à 20 %
- Matériels et outillage entre 3 et 10 ans soit de 10 à 33,33 %
- Matériels de transport sur 5 ans soit au taux de 20 %
- Matériel de bureau et informatique sur 3 et 5 ans soit aux taux de 20 % et 33,33 %
- Mobilier de 4 à 10 ans soit au taux de 10 à 25 %

Amortissements des immobilisations	A l'ouverture au 1 ^{er} janv. 2006	Augmentation	Diminution	Transfert	A la clôture au 31 déc. 2006
Immobilisations incorporelles	35 916	823	0	0	36 739
Logiciels, licences informatiques...	34 275	823			35 098
Autres immobilisations incorporelles	1 641				1 641
Terrains	4 254	648	0	0	4 902
Terrains aménagés	0				0
Aménagements sur terrains	4 254	648			4 902
Constructions sur sol propre	431 546	36 352	59 976	0	407 922
Bâtiments	399 764	31 958	59 976		371 746
IGAAC	31 782	4 394			36 176
Constructions sur sol d'autrui	797 907	24 415	0	0	822 322
Bâtiments sur sol d'autrui	366 326	9 359			375 686
IGAAC sur sol d'autrui	431 581	15 056			446 637
Installations techniques & matériels	858 622	47 537	20 088	0	886 071
Instal. cuisine	109 820	10 061	770		119 111
Instal. buanderie	37 683	3 195	919		39 959
Instal. ateliers professionnels	55 942	680			56 622
Instal. sécurité et surveillance	27 281	1 033			28 315
Matériels thérapeutiques	24 368	4 390			28 758
Matériels usage éducatif	75 992	7 215	8 493		74 714
Matériels outillage d'entretien	217 025	6 502	420		223 107
Matériels d'hébergement	167 514	4 176	9 485		162 205
Autres Matériels	1 027				1 027
Installations gales financées par Taxe app.	141 971	10 284			152 254
Autres immobilisations corporelles	508 321	78 518	66 557	0	520 282
Matériel de transport	213 733	51 204	61 659		203 278
Matériel et mobilier de bureau	236 200	23 856	4 898		255 158
Mobilier	58 388	3 458			61 846
TOTAL	2 636 567	188 292	146 621	0	2 678 238

- Provision pour dépréciation des immobilisations

L'association a décidé en 2005 de constituer une provision de 69 454 € correspondant à la dépréciation des biens suite à la cessation d'activité du Centre Permanent de Montagne à Saint Bonnet. La provision a été actualisée à fin 2006, à hauteur de 53 246 € (par une reprise de provision de 16 208 €)

- Autres titres immobilisés

Etat des parts sociales	A l'ouverture au 1 ^{er} janv. 2006	Augmentation	Diminution	A la clôture au 31 déc. 2006
Banque populaire Gap	930	0	0	930
Crédit agricole Gap	1 675	64	0	1 739
CASDEN	127	0	0	127
TOTAL	2 732	64	0	2 796

- Les dépôts et cautionnements n'ont pas varié en 2006.

Siège	Fournisseur de carburants	300
Centre J. Cluzel	Dépôt de garantie pour location villa Chorges	991
CMPP	Dépôts de garantie location divers locaux	3 613
CAMSP	Dépôts de garantie location divers locaux	<u>1 952</u>
		6 856

-Créances de fonctionnement

Etat des échéances des créances	Solde au 31 déc. 2006		Échéances	
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Débiteurs et comptes rattachés	561 770			
Usagers et organismes de prise en charge	305 866	305 866		
Créances douteuses	50 102	50 102		
Usagers produits non facturés	205 802	205 802		
Autres créances	114 265			
Personnel avances et comptes		0		
Subventions équipement & exploitation à recevoir	36 272	36 272		
Fédération Générale des PEP	5 717	5 717		
Débours à récupérer	58	58		
Dépenses remboursées par un FAF formation	68 440	68 440		
Autres comptes débiteurs / créditeurs	444	444		
Produits à recevoir	3 334	3 334		
TOTAL	676 035	676 035	0,00	0,00

-Valeurs mobilières de placement

Les valeurs en portefeuille sont évaluées selon leur valeur d'acquisition. Une provision est éventuellement constatée si la valeur au 31 décembre est inférieure à la valeur d'achat, sachant que dans le secteur médico-social les placements doivent être sans risques (Livret, fonds communs de placement SICAV monétaires).

Au 31 décembre 2006, nous disposons de 839 106 € souscrits au Crédit Coopératif.

-Disponibilités

On note une baisse de la trésorerie à court terme par rapport à 2005 (-485 678)

Trésorerie à court terme	Solde au 31 déc. 2006
Banque Populaire des Alpes	2 489 175
Banque Populaire du Midi	13 616
Crédit Agricole Alpes Provence	159 170
Crédit Coopératif	0
Caisse d'épargne Provence Alpes Corse	68
Comptes courants bancaires	2 662 029
Livret Caisse d'épargne	82 674
Livret Casden Banque Populaire	12 592
Comptes sur Livrets	95 266
Caisse	907
TOTAL	2 758 203

-charges constatées d'avance et charges à répartir sur plusieurs exercices

Charges constatées d'avance	au 31/12/2006
Dépenses concernant l'exercice 2006	5 348
TOTAL	5 348

Charges à répartir sur plusieurs exercices	au 31/12/2006	au 31/12/2005	au 31/12/2004
Rénovation IME de 1994 (Centre Jean Cluzel)	130 405	152 139	195 607
Contribution ASSEDIC Prêretraites (Centre J. Cluzel)	2 047	11 418	20 789
TOTAL	132 451	163 557	216 396

III-4 Notes sur le bilan Passif

Fonds propres

Les fonds propres sont constitués par des fonds de dotation sans droit de reprise, des réserves, des fonds en attente d'affectation, des subventions d'investissements sur investissements renouvelables, ainsi que des legs. Ils s'élèvent à 4 034 061 euros.

Les subventions sont traitées suivant la méthode préconisée par le CNC et le règlement 99-03 du 29 avril 1999.

Les provisions

Le tableau page suivante précise poste par poste la variation de l'année.

Dans la continuité des exercices précédents, la mise à jour des provisions pour départ à la retraite, pour tous les salariés ayant atteint 55 ans, a été effectuée.

On constate quelques mouvements de provision en augmentation (constitution de provision) en particulier sur Jean Cluzel sur les risques liés à l'emploi.

Les fonds dédié RTT n'ont pas varié en 2006, mais il conviendra de les affecter en 2007 en proposant à la DDASS un outil de suivi de la masse salariale ; Ils pourraient alors devenir des fonds non reconductibles affectés à des mesures de financement d'opérations de réorganisation des emplois.

Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit

Aucun emprunt n'a été contracté en 2006. Cependant des emprunts sont prévus en 2007 pour la construction de la villa d'hébergement de l'IME de Savines ainsi que pour l'acquisition du pôle enfance.

Provisions pour risques et charges Fonds dédiés	Montant au 1^{er} janvier 2006	Dotation de l'exercice Augmentation	Reprise de l'exercice Diminution	Montant au 31 déc. 2006
Risques liés à des litiges	2 570			0
Centre Jean Cluzel	2 570		2 570	0
Risques liés à l'emploi	237 963			257 605
Siège administratif	496	1 512		2 008
CMPP	80 004	6 200	28 125	58 079
CAMSP	5 579	754		6 333
Centre Jean Cluzel	151 884	59 676	20 375	191 185
Autres risques	83 872			83 891
Siège administratif	8 000			8 000
CMPP CDD précarité	135	137	135	137
CAMSP CDD précarité	219	236	219	236
Centre Jean Cluzel	75 518			75 518
TOTAL (1) Risques	324 406	68 514	51 425	341 496
Charges pour grosses réparations biens en propriété	53 273			53 273
Centre Jean Cluzel	53 273			53 273
Charges pour grosses réparations biens en location	47 000			47 000
CMPP	27 000			27 000
CAMSP	20 000			20 000
Autres charges	14 852			15 000
Centre Jean Cluzel	14 852	5 800	5 652	15 000
TOTAL (2) Charges	115 125	5 800	5 652	115 273
Créances douteuses (3)	37 025			50 102
Services annexes Vacances-Sapad	37 025	603		37 628
Centre J. CLUZEL usagers		12 474		12 474
Dépréciation des immobilisations (4)	69 454		16 208	53 246
Centre Permanent Montagne			16 208	53 246
Total des Provisions (1+2+3+4)	546 010	74 314	73 284	547 040
Fonds dédiés RTT	102 330			102 330
Siège administratif	2 943			2 943
Centre Jean Cluzel	93 572			93 572
CMPP	2 560			2 560
CAMSP	3 255			3 255
Fonds dédiés sur crédits non reconduct.	100 513			67 937
CAMSP	86 604	150	33 930	52 824
CMPP	13 909	8 000	6 796	15 113
Total des Fonds dédiés (5)	202 843	8 150	40 726	170 267
TOTAL GENERAL (1 à 5)	748 853	82 464	114 010	730 384

Dettes de fonctionnement

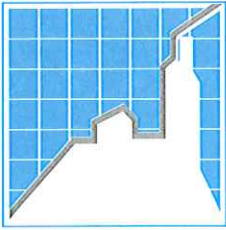
Etat des échéances des dettes	Solde au 31 déc. 2006		Échéances	
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Dettes de fonctionnement	126 752			
Fournisseurs	97 177	97 177		
Fournisseurs factures non parvenues	25 716	25 716		
Adhérents PEP année scolaire 2005-2006	3 859	3 859		
Dettes sociales et fiscales	420 913			
Personnel rémunération due	923	923		
Comité d'entreprise	2 706	2 706		
Dettes / provision congés à payer	116 012	116 012		
Personnel autres charges à payer	7 911	7 911		
Caisses et organismes sociaux	178 076	178 076		
Charges sociales / provision CP	47 683	47 683		
Charges fiscales	54 220	54 220		
Charges fiscales / provision CP	13 381	13 381		
Etat - autres charges à payer		0		
Autres dettes	6 618			
Subventions d' exploitation		0		
Cpam IJJS arrêt maladie maternité AT	792	792		
Charges à payer	5 826	5 826		
TOTAL	554 283	554 283	0,00	0,00

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	au 31/12/2006
Produits concernant l'exercice 2006	0
TOTAL	0

III-5 Contributions volontaires en nature

Cette rubrique n'a pas été évaluée



CPECF - AUDIT

Giraud & Associés - RCM Fiduciaire

S.A.S. au capital de 40 000 € - 384 073 342 RCS Marseille - APE 741 C

N° Identification intracommunautaire : FR 09 384 073 342

Société de Commissaires aux Comptes inscrite près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES
DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC 05
05000 GAP**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

SIÈGE SOCIAL :

23, rue Pavillon - 13001 Marseille

Tél. 04 91 13 99 00 - Fax 04 91 13 99 09



www.cpecf.com

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES
DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC 05
05000 GAP**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions règlementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Marseille le 23 avril 2007



Corine MAILLARD
Commissaire aux Comptes